

CFP-009M

C.P. PL 62

Loi stratégies d'acquisition
des organismes publics
réalisation projets d'infrastructure



ACRGTTQ mémoire

Projet de loi n° 62, Loi visant principalement
à diversifier les stratégies d'acquisition des
organismes publics et à leur offrir davantage
d'agilité dans la réalisation de leurs projets
d'infrastructure

2024

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

1. PRÉAMBULE.....	3
2. INTRODUCTION	4
3. COMMENTAIRES GÉNÉRAUX	4
4. COMMENTAIRES PARTICULIERS.....	6
4.1 LA LIBERTÉ CONTRACTUELLE DANS LES CONTRATS DE PARTENARIAT	6
4.2 L’INSTAURATION DES CONTRATS DE PARTENARIAT	7
4.3 LA COLLABORATION DE L’INDUSTRIE AVEC L’ÉTAT.....	8
4.4 LA POSSIBILITÉ D’ANNULER UNE DÉCISION DU TIERS DÉCIDEUR ET LES RECOMMANDATIONS DE LA COALITION CONTRE LES RETARDS DE PAIEMENT DANS LA CONSTRUCTION	10
5. RÉSUMÉ DES PROPOSITIONS	13
6. CONCLUSION	14

1. PRÉAMBULE

L'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ci-après « l'ACRGQTQ »), incorporée en 1944, représente les entrepreneurs qui réalisent les travaux de construction de génie civil et de voirie au Québec.

Elle regroupe également l'ensemble des employeurs du secteur génie civil et voirie en vertu de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (ci-après « Loi R-20 »). À ce titre, elle représente plus de 2 600 entreprises actives au sein de l'industrie de la construction de routes, d'ouvrages de génie civil et de grands travaux, lesquelles emploient plus de 44 500 salariés ayant travaillé 39,6 millions d'heures estimées par la CCQ en 2023.

Les entrepreneurs membres de l'ACRGQTQ possèdent une expertise exceptionnelle lors de la construction d'ouvrages de génie civil et de voirie au Québec. Cette expertise, créée au fil des années et des projets fondateurs de notre société, doit être valorisée et mise à profit dans le cadre des projets de construction du gouvernement.

À cet effet, l'ACRGQTQ a comme mission de veiller à ce que ses membres demeurent auprès des donneurs d'ouvrages des bâtisseurs intègres, éclairés, compétents et fiables. En accomplissant sa mission, l'ACRGQTQ s'assure que le secteur génie civil et voirie de l'industrie de la construction contribue positivement, conformément aux lois existantes, au développement des infrastructures québécoises.

Il est également essentiel pour les membres de l'ACRGQTQ de faire connaître à leurs partenaires d'affaires et au public en général, les avancées technologiques et les meilleures pratiques en matière de réalisation de travaux de construction qu'ils détiennent, le tout en respect des principes éthiques qui guident les actions de l'industrie de la construction, de la mission et des politiques générales de l'ACRGQTQ ainsi que de leurs valeurs.

2. INTRODUCTION

C'est avec enthousiasme que l'ACRGQTQ a pris connaissance du *projet de loi n° 62, Loi visant principalement à diversifier les stratégies d'acquisition des organismes publics et à leur offrir davantage d'agilité dans la réalisation de leurs projets d'infrastructure* (ci-après le « Projet de loi ») et elle remercie le gouvernement de l'opportunité qui lui est accordée de présenter ses observations à ce sujet.

L'ACRGQTQ considère que l'introduction du pouvoir d'octroyer des contrats en mode collaboratif comme prévu au projet de loi peut constituer une avancée dans l'octroi de contrats au Québec et c'est avec soulagement qu'elle constate l'introduction dans le projet de loi 62 de la faculté pour les organismes publics d'adopter des modes de contrats collaboratifs. Cela constitue pour l'ACRGQTQ l'aboutissement d'une multitude de démarches effectuées dans les dernières années afin que le gouvernement adopte de tels modes.

L'ACRGQTQ est convaincue que l'utilisation de contrats collaboratifs adaptés à la nature des projets à réaliser, au lieu de privilégier systématiquement le mode traditionnel du plus bas soumissionnaire conforme, réduira le temps de conception et de réalisation des projets tout en réduisant les coûts de réalisation de ceux-ci tout en permettant des projets de plus grande qualité. Elle ne peut qu'être en accord avec l'adoption de dispositions permettant l'utilisation de tels modes.

L'ACRGQTQ désire toutefois proposer certains éléments connexes aux dispositions proposées entourant ces éléments qui permettront, nous l'espérons, de remplir l'objectif du gouvernement en matière de construction, soit de faire mieux, plus rapidement et à moindre coût.

3. COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

L'ACRGQTQ considère que les modifications projetées à la *Loi sur les contrats des organismes publics* (ci-après la « LCO ») par le PL62 prévoyant les contrats collaboratifs sont une avancée nécessaire et plus que bienvenue par l'industrie du génie civil et de la voirie. Le gouvernement rejoint ainsi plusieurs autres juridictions canadiennes qui utilisent déjà ces modes, et ce, depuis plusieurs années. La tardiveté pour l'adoption de telles dispositions représente cependant un avantage, soit celui de pouvoir utiliser l'expérience acquise ailleurs pour bonifier les modes

contractuels d'ici. Nous croyons donc que l'État québécois peut rapidement devenir un exemple en matière de contrats collaboratifs, au bénéfice de toutes les parties prenantes de même que tous les contribuables québécois.

Nous sommes persuadés que lorsque la nature des travaux le permettra, les donneurs d'ouvrage publics auront un avantage certain à utiliser ce nouveau mode contractuel, qui aura pour effet d'améliorer l'efficacité et la productivité des chantiers, tout en réduisant les coûts de réalisation de ceux-ci. L'ACRGTQ approuve également l'approche adoptée par le gouvernement concernant ce nouveau type de contrat, soit de ne pas restreindre les dispositions de la LCOP pour laisser aux organismes publics l'agilité de prévoir les clauses contractuelles les mieux adaptées à l'ouvrage à réaliser, ce qui permettra également aux donneurs d'ouvrage publics de s'adapter aux évolutions contractuelles futures.

Cependant, l'utilisation d'un contrat de partenariat sera appropriée principalement pour les projets complexes pour lesquels l'organisme public n'a pas les ressources requises ou n'est pas en mesure de définir lui-même ses besoins précis ou qui représentent des défis de conception ou de réalisation. En effet, considérant le processus de sélection des contractants qui nécessitera de toutes les parties la mobilisation de ressources et le temps nécessaires pour remplir le processus, ce mode contractuel sera selon nous utilisé principalement pour les projets majeurs. Nous croyons que l'État devrait pouvoir bénéficier d'une approche collaborative avec l'industrie s'étendant au-delà des contrats de partenariat, afin, par exemple, de prévoir des procédures permettant à l'État de bénéficier des connaissances de celles-ci pour bonifier les contrats publics.

En considération de ce qui précède, les commentaires et propositions de l'ACRGTQ dans le présent mémoire concerneront :

- La liberté contractuelle dans le cadre des contrats de partenariat;
- L'instauration des contrats de partenariat;
- La collaboration de l'industrie avec l'État;
- La possibilité d'annuler la décision du tiers décideur et les recommandations de la Coalition contre les retards de paiement dans la construction.

4. COMMENTAIRES PARTICULIERS

4.1 LA LIBERTÉ CONTRACTUELLE DANS LES CONTRATS DE PARTENARIAT

L'ACRGQTQ constate qu'il n'est pas prévu de disposition dans les contrats de partenariat visant les sous-traitants, mis à part celles générales concernant les autorisations de contracter de l'Autorité des marchés publics. Or, il est essentiel que les sous-contrats découlant de contrats de partenariats publics soient assujettis au libre marché. Il serait inconciliable avec l'application de ces dispositions toute clause de stipulation pour autrui ou imposition de sous-traitants aux parties alors que les contrats collaboratifs sont basés sur le principe de la confiance entre les cocontractants et leur capacité à travailler ensemble. L'ajout d'un sous-contractant non choisi par l'ensemble des parties constitue un risque majeur pouvant nuire à la bonne exécution des travaux.

Au surplus, l'ACRGQTQ propose donc qu'il soit prévu que les sous-contrats octroyés dans le cadre de contrats de partenariat soient soumis à l'approbation de toutes les parties au contrat, considérant que chaque partie au contrat initial partage les risques de même que les gains ou pertes. L'ajout d'un sous-contractant constitue un élément incontournable dans l'analyse des risques de chaque partie et une procédure de sélection pour tous les sous-contractants devrait donc être déterminée à même le contrat de partenariat à être conclu. Il devrait également être prévu que la pleine liberté contractuelle s'applique pour le choix des sous-traitants à condition qu'ils possèdent toutes les qualifications requises pour conclure et exécuter un contrat public, toute disposition légale ou contractuelle en contravention avec ce principe devrait être inapplicable.

Propositions :

- Prévoir une disposition dans la LCOP prévoyant que les parties à un contrat de partenariat ne peuvent être visées par toute autre disposition légale ou contractuelle restreignant leur choix à sélectionner un sous-traitant. Au surplus, le choix des co-contractants devrait être réalisé par toutes les parties au contrat.

4.2 L'INSTAURATION DES CONTRATS DE PARTENARIAT

L'adoption de modes contractuels collaboratifs permis par les contrats de partenariat s'inscrit dans le contexte de la modernisation de l'industrie de la construction qui a fait l'objet d'une accélération dans les dernières années. Bien que l'ACRGTQ se réjouit de ce tournant essentiel pour l'industrie, celle-ci est toutefois soucieuse que le secteur génie civil et voirie puisse être en mesure de bien s'adapter aux changements de paradigmes.

Par exemple, pour la mise en place de l'*Initiative québécoise pour la Construction 4.0*, laquelle vise à permettre à l'industrie de la construction d'effectuer le virage numérique, notamment par l'adoption par l'industrie de la Modélisation des Données du Bâtiment (MDB ou plus communément BIM), un échéancier s'échelonnant sur plusieurs années est en place, afin que toute l'industrie puisse effectuer un virage numérique adéquat. Cette feuille de route, actualisée chaque année, nous permet de savoir quels sont les organismes publics les mieux avancés en matière de transformation numérique et ceux qui semblent plus en retard.

À cette fin, nous croyons qu'il est non seulement pertinent, mais nécessaire que les organismes publics qui se prévaudront de contrats de partenariat indiquent en amont cette intention et le type de contrat collaboratif retenu pour que les entrepreneurs puissent se préparer en conséquence. Nous estimons que pour s'assurer que ces modes contractuels n'aient pas pour effet de restreindre la concurrence à quelques entrepreneurs disposant déjà des ressources et des connaissances nécessaires pour effectuer ce type de contrat, les entrepreneurs doivent avoir l'opportunité d'acquérir des compétences et de se former en prévision de la publication de ces appels d'offres. Une telle prévisibilité favorisait la concurrence entre les entrepreneurs qualifiés à la réalisation des travaux.

Au surplus, la publication en amont des projets qui seront réalisés en contrat de partenariat permettra de connaître les donneurs d'ouvrage qui utilisent ces contrats et les types de contrats collaboratifs les plus utilisés. À titre d'exemple, pour refaire un parallèle avec la Feuille de route gouvernementale du BIM, nous pouvons constater que tous les organismes publics ne sont pas au même niveau d'avancement dans l'implantation de la technologie, ce qui fait en sorte que certains secteurs de l'industrie bénéficient plus que d'autres de telles mesures. Nous croyons que d'avoir accès facilement à cette donnée permettrait de s'assurer que tous les secteurs de l'industrie de la construction puissent bénéficier de telles mesures.

Finalement, nous croyons qu'il serait utile que les parties à un contrat de partenariat fournissent une reddition de compte une fois les projets terminés. Une telle reddition de compte aurait plusieurs avantages, soit de déterminer les obstacles et les meilleures pratiques dans les contrats publics, afin de pouvoir bonifier les contrats en connaissance des expériences passées. Également, nous croyons qu'en rendant cette information accessible aux organismes publics, ceux qui sont moins familiers avec ce type de contrat pourraient bénéficier de l'expérience des autres organismes publics. Finalement, cette information pourrait permettre au Conseil du trésor de formuler une directive en matière de gouvernance et de gestion des infrastructures publiques orientée vers les contrats collaboratifs, qui pourrait bénéficier à toute l'industrie. Nous croyons ainsi qu'une telle obligation pourrait être prévue dans la Loi sur les infrastructures publiques.

Propositions :

- Prévoir chaque année, dans la liste détaillée des projets d'infrastructure publiée par le gouvernement, les projets qui seront octroyés en contrat de partenariat;
- Prévoir que les parties à un contrat de partenariat devront remplir, à la fin du contrat ou suivant une réception de l'ouvrage, une reddition de compte concernant le projet et qu'un rapport de mise en œuvre des contrats de partenariat des organismes publics soit réalisé chaque année.

4.3 LA COLLABORATION DE L'INDUSTRIE AVEC L'ÉTAT

L'ACRGQTQ se doit toutefois de constater que bien qu'elle reconnaisse que les contrats de partenariat sont une avancée majeure en droit contractuel au Québec, ces contrats ne toucheront qu'un pourcentage minime de l'ensemble des contrats octroyés par les donneurs d'ouvrage publics.

Or, pour l'ACRGQTQ, les contrats liés à la réfection des infrastructures routières au Québec devraient bénéficier des connaissances de l'industrie afin de trouver des solutions innovantes pour remédier au déficit de maintien d'actifs dans ce domaine, et ce, en respectant les objectifs du

gouvernement en la matière, soit d'effectuer les travaux plus vite, à moindre coût et en étant plus respectueux de l'environnement.

En mars 2022, l'ACRGQTQ faisait valoir dans son mémoire concernant la *Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics* la nécessité que le gouvernement crée un canal de communication avec les acteurs de l'industrie afin de pouvoir faire des propositions concernant l'innovation dans les marchés publics. Or, près de deux ans après l'entrée en vigueur de cette loi, nous réitérons que l'industrie désire toujours être un partenaire du gouvernement à ce sujet et qu'elle désire toujours mettre son expertise à la disposition du gouvernement concernant différents sujets.

Concrètement, concernant la réfection et l'entretien des chaussées, plusieurs membres de l'ACRGQTQ possèdent des connaissances et techniques de réalisation qui pourraient permettre à l'État de faire ce type de travaux à moindre coût, en moins de temps et en émettant considérablement moins d'émissions de gaz à effet de serre et de matières résiduelles. Il serait ainsi dans l'intérêt de la société que ces entrepreneurs puissent proposer à un organisme public, lorsque possible, des techniques ou méthodes d'exécution visant à favoriser l'économie circulaire, comme le recyclage en place du liant bitumineux ou des techniques permettant d'augmenter le pourcentage de recyclage des enrobés. Or, les modes d'octroi de contrats prévus actuellement dans la LCOP et dans le *Règlement concernant les contrats de travaux de construction des organismes publics* (ci-après le « RCTCO ») ne permettent pas aux entrepreneurs de proposer des variantes à la conception prévue dans les documents d'appels d'offres.

Nous constatons que le gouvernement envisage actuellement de modifier certaines façons de faire, notamment par l'espace d'innovation des marchés publics prévu dans la LCOP, qui est en train d'analyser la faisabilité d'utiliser des grilles d'analyse relatives au développement durable ou fondées sur une approche de cycle de vie ou d'économie circulaire ou sur la comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre.¹ Nous croyons que cette approche est appropriée et nécessaire, mais devons rappeler que pour les contrats de construction, les soumissionnaires doivent s'en tenir à la conception prévue, donc il serait nécessaire de prévoir un mécanisme permettant de prendre en compte les solutions de l'industrie, tout en respectant les principes cardinaux de la LCOP.

¹ QUÉBEC, SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Rapport de suivi – Espace des marchés publics 2023* p.10

Ainsi, l'ACRGQT propose que dans le cadre des appels d'offres publics qui ne sont pas des contrats de partenariat, qu'un organisme public puisse prévoir la possibilité de recevoir des variantes aux documents d'appel d'offres, représentant une valeur ajoutée sur le prix, la durée de travaux, l'utilisation d'une méthode alternative ou l'empreinte environnementale. Un mécanisme permettant le dépôt de variantes dans les documents d'appels d'offres pourrait, à notre avis, être prévu sans contrevenir aux principes d'égalité entre les soumissionnaires. De plus, nous croyons qu'il est nécessaire d'encourager le partage de connaissances entre l'industrie et les donneurs d'ouvrage, ce qui permettrait à ceux-ci de mieux définir leurs besoins.

Proposition :

- Prévoir que le gouvernement peut, par règlement, prévoir une procédure permettant aux organismes publics de recevoir, dans le cadre des appels d'offres publics, une procédure leur permettant de recevoir des propositions différentes aux dispositions contractuelles prévues, à condition que celles-ci aient une valeur ajoutée sur le prix, la durée des travaux ou l'impact environnemental.

4.4 LA POSSIBILITÉ D'ANNULER UNE DÉCISION DU TIERS DÉCIDEUR ET LES RECOMMANDATIONS DE LA COALITION CONTRE LES RETARDS DE PAIEMENT DANS LA CONSTRUCTION

L'ACRGQT étant membre de la Coalition contre les retards de paiement dans la construction (la Coalition), celle-ci appuie tous les commentaires et recommandations contenues à son mémoire concernant la nécessité d'accélérer le dépôt et l'adoption d'un règlement concernant les délais de paiement et le règlement des différends, la mise en place de mesures transitoires dans l'attente d'un tel règlement de même que de soumettre l'ensemble des municipalités à la LCOP et les règlements en découlant ainsi qu'à la juridiction de l'AMP. Nous référons ainsi le gouvernement au mémoire de la Coalition concernant ces éléments.

De plus, nous appuyons les commentaires et recommandations de la Coalition en ce qui concerne l'article 13 du PL62, lequel permet de demander l'annulation de la décision du tiers décideur. Nous considérons pertinent de reproduire à même notre mémoire certains arguments invoqués par la

Coalition concernant les impacts de cette disposition sur le recours au tiers décideur afin de demander au gouvernement de retirer une telle disposition :

« L'article 13 du PL-62 se lit comme suit :

*« Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 21.48.28, édicté par l'article 111 du chapitre 18 des lois de 2022, du suivant : « 21.48.28.1. Une partie **peut demander au tribunal l'annulation d'une décision rendue par un tiers décideur pour l'un ou l'autre des motifs suivants** :*

1° une partie n'avait pas la capacité de participer au processus de règlement du différend devant le tiers décideur;

2° le différend découle d'un contrat public ou d'un sous-contrat public qui n'est pas valide;

*3° la décision porte sur un différend qui ne pouvait être soumis à un tiers décideur ou encore elle contient **une conclusion qui est sans aucun rapport avec l'objet du différend** dont était saisi le tiers décideur;*

*4° le processus de règlement du différend a été mené par une personne qui n'était pas **accréditée** pour agir en tant que tiers décideur;*

5° les règles applicables au choix du tiers décideur ou au processus de règlement du différend devant un tel tiers n'ont pas été respectées.

Une demande d'annulation doit être présentée devant la Cour du Québec ou la Cour supérieure, selon leur compétence respective pour statuer sur l'objet du différend soumis au tiers décideur, dans un délai de 30 jours de la réception de la décision qui en fait l'objet. Ce délai est de rigueur. La demande d'annulation n'a pas pour effet de surseoir à l'exécution de la décision, sauf ordonnance contraire du tribunal. S'il annule la décision d'un tiers décideur, le tribunal peut condamner une partie à rembourser à l'autre partie tout ou partie des sommes d'argent que cette dernière a payées en exécution de la décision. » »

Commentaires et recommandations

En observant certains des motifs, il nous apparaît clair que la prévention est essentielle pour éviter que le processus ne soit entaché d'illégalité. Toutefois, il faut toujours se rappeler que :

- *Le processus se veut volontairement **rapide** et entièrement **déjudiciarisé**;*
- *Peu importe le résultat, les **deux parties ne perdent aucun recours devant les tribunaux de droit commun.***

Le recours proposé, soit un pourvoi en contrôle judiciaire, au plus tard 30 jours suivant la décision du tiers décideur nous projette à des lieux de l'esprit du processus de règlement des différends :

- *En obligeant les deux parties à prendre la voie judiciarisée (coûts et délais supplémentaires) pour éventuellement obtenir une décision qui n'aura pas comme objectif la détermination des montants qui sont dus;*
- *En permettant que des questions qui pourraient être tranchées dès le début du processus puissent être invoquées 30 jours après que le tiers décideur a rendu sa décision.*

La Coalition est d'opinion que le processus judiciaire proposé est trop lourd et s'inscrit en contradiction directe avec l'économie même du processus de règlement de différends qui se veut agile, rapide et déjudiciarisé.

Le délai

Selon la Coalition, plutôt que d'attendre la décision finale, il serait plus judicieux de vérifier dès le début du processus si :

- *Une partie n'avait pas la capacité de participer au processus de règlement du différend devant le tiers décideur;*
- *Le différend découle d'un contrat public ou d'un sous-contrat public qui n'est pas valide;*
- *La décision porte sur un différend qui ne pouvait être soumis à un tiers décideur;*
- *Le processus de règlement du différend a été mené par une personne qui n'était pas accréditée pour agir en tant que tiers décideur.*

Il s'agit-là de moyens préliminaires qui pourraient être tranchés avant même que ne débute l'étude de la réclamation. Par exemple, simplement attendre la décision alors que l'on sait d'entrée de jeu que le tiers décideur n'est pas accrédité serait tout à fait chronophage et improductif.

Pour ce qui est du non-respect du processus de règlement du différend devant un tiers décideur, la Coalition considère que d'attendre à la fin dudit processus pour faire valoir une irrégularité, contribue également à favoriser une stratégie de non-paiement.

Bref, l'introduction d'une procédure d'annulation des décisions des tiers décideurs aura pour effet d'ajouter un volet de complexité au processus de règlement des différends, une augmentation des coûts pour les parties, ce qui est complètement contraire à l'esprit du règlement imminent concernant les délais de paiement.

Le recours

Le recours proposé est emprunté à celui mis en place en matière d'arbitrage. Bien que la décision du tiers décideur s'apparente à une décision arbitrale, deux éléments importants la distinguent :

- *Le caractère allégé de la procédure; et*
- *Le fait que, contrairement à l'arbitrage, les parties conservent, une fois la décision rendue, tous leurs recours.*

La possibilité de contester une décision du tiers décideur devant le tribunal, avec des motifs spécifiques comme le non-respect des règles de procédure ou des compétences du tiers décideur, introduit un nouveau niveau de complication dans les processus de règlement des différends.

*Plutôt que de permettre une résolution rapide par le tiers décideur, les parties devront s'engager dans des démarches judiciaires supplémentaires, **qui ne mèneront pas au règlement définitif du différend**, mais qui, assurément, prolongera les délais de résolution des litiges et par le fait même, le temps des tribunaux.*

La Coalition est d'opinion que d'autres avenues sont possibles pour s'assurer du respect des différentes règles entourant le processus de règlement de différends. »

Ainsi, l'ACRGTQ fait siennes les recommandations formulées par la Coalition contre les retards de paiement dans la construction, qui vont comme suit :

Propositions :

- Accélérer le dépôt et l'adoption d'un règlement qui viendrait réduire les délais de paiement aux entreprises et à prévoir un processus rapide de règlement des différends;
- Appliquer les conditions de l'AM 2018-01 à tous les nouveaux projets de construction lancés en appels d'offres par le Gouvernement du Québec, en attendant l'adoption d'un règlement concernant les délais de paiement;
- Retirer l'article 13 du Projet de loi 62;
- Assujettir les municipalités aux dispositions sur les délais de paiement afin que leur réglementation en matière de gestion contractuelle inclue des dispositions relatives aux paiements rapides, au même titre que l'ensemble des organismes gouvernementaux.

5. RÉSUMÉ DES PROPOSITIONS

En conclusion, l'ACRGTQ recommande de :

- Prévoir une disposition dans la LCOP prévoyant que les parties à un contrat de partenariat ne peuvent être visées par toute autre disposition légale ou contractuelle restreignant leur choix à sélectionner un sous-traitant. Au surplus, le choix des co-contractants devrait être réalisé par toutes les parties au contrat;
- Prévoir chaque année, dans la liste détaillée des projets d'infrastructure publiée par le gouvernement, les projets qui seront octroyés en contrat de partenariat;
- Prévoir que les parties à un contrat de partenariat devront remplir, à la fin du contrat ou suivant une réception de l'ouvrage, une reddition de compte concernant le projet et qu'un rapport de mise en œuvre des contrats de partenariat des organismes publics soit réalisé chaque année;

- Prévoir que le gouvernement peut, par règlement, prévoir une procédure permettant aux organismes publics de recevoir, dans le cadre des appels d’offres publics, une procédure leur permettant de recevoir des propositions différentes aux dispositions contractuelles prévues, à condition que celles-ci aient une valeur ajoutée sur le prix, la durée des travaux ou l’impact environnemental;
- Accélérer le dépôt et l’adoption d’un règlement qui viendrait réduire les délais de paiement aux entreprises et à prévoir un processus rapide de règlement des différends;
- Appliquer les conditions de l’AM 2018-01 à tous les nouveaux projets de construction lancés en appels d’offres par le Gouvernement du Québec, en attendant l’adoption d’un règlement concernant les délais de paiement;
- Retirer l’article 13 du Projet de loi 62;
- Assujettir les municipalités aux dispositions sur les délais de paiement afin que leur réglementation en matière de gestion contractuelle inclue des dispositions relatives aux paiements rapides, au même titre que l’ensemble des organismes gouvernementaux.

6. CONCLUSION

En somme, l’ACRGQT appuie les propositions du Projet de loi 62 à savoir : l’introduction dans la *Loi sur les contrats des organismes publics* du contrat de partenariat permettant aux organismes publics de conclure des contrats collaboratifs. Il s’agit selon nous d’une amélioration substantielle à la loi actuelle qui répond aux demandes de longue date de l’industrie.

Cela étant dit, les préoccupations de l’ACRGQT se situent principalement en lien avec la mise en œuvre de l’adaptation et à l’utilisation de tels contrats par le plus grand nombre d’entrepreneurs qualifiés, car nous constatons que les connaissances concernant ce type de contrats sont inégales au sein de l’industrie de même que des organismes publics. Nous croyons donc que la mise en place de certaines mesures pour permettre aux parties prenantes de se familiariser avec les contrats de partenariat serait bénéfique à une implantation réussie de ce nouveau mode contractuel.

Également, nous devons réitérer notre avis à l’effet que le partenariat entre l’État et l’industrie pourrait être étendu au-delà des contrats de partenariat. Nous croyons que les organismes publics pourraient bénéficier de l’expertise des entrepreneurs dans le cadre de la définition de leurs besoins

ou dans le choix de la méthode de réalisation préconisée. Cet apport pourrait être fait dans le cadre de consultations avec l'industrie, comme dans le cadre de tables de travail, ou par la possibilité de prévoir le dépôt de variantes aux appels d'offres publics, qui permettrait aux entrepreneurs de proposer, en plus de leur soumission comportant un prix basé sur les documents d'appels d'offres, une variante qui constituerait une offre alternative aux dispositions prévues à celui-ci, à condition qu'elle représente une offre plus avantageuse sur le prix, la durée du contrat, la qualité de l'ouvrage ou l'environnement. Une telle avenue pourrait être avantageuse non seulement pour les soumissionnaires potentiels, mais également pour toute la société québécoise.

En terminant, l'ACRGQTQ félicite le gouvernement pour cette avancée dans les contrats publics québécois et ne peut qu'être en accord avec sa volonté d'agir vers la réalisation de travaux d'infrastructures durables et de qualité.

